



La méthode Coué du Système

Le saviez-vous ? Les électeurs de la N-VA votent pour ce parti séparatiste, mais sont en réalité des belgicains. Le problème communautaire se love dans tout le débat politique et attise les passions, mais il n'intéresse qu'une infime minorité des Belges. Les citoyens italiens ont porté leurs suffrages sur des formations en révolte contre l'Union européenne, mais ils sont viscéralement europhiles. Les référendums n'ont pas de raison d'être, car les votants répondent à autre chose que ce qui leur est demandé. D'où sortent ces constatations hallucinantes ? Des sondages, que certains verraient bien se substituer aux élections – un tour d'ordinateur et ce serait joué. Des sondages régulièrement démentis par le simple bon sens et par les faits, mais qui servent de boussoles à d'innombrables politiciens, robotisés par la pensée unique, parce qu'ils parlent, presque invariablement, le langage de celle-ci.

La volatilité des implantations étrangères ! Où voit-on, sur le continent, les lendemains radieux et méloïeux qu'osaient promettre les inventeurs fous des traités de Maasticht et de Lisbonne, et du pacte monétaire qui va avec ? Nulle part, même pas en Allemagne, où se fait jour le constat qu'ont été payés trop cher les avantages du commerce extérieur.

La 'troïka' formée par les canas, sons dopés au fanatisme doctrinaire de la Commission européenne, de la Banque centrale de Francfort et du FMI est tellement bête et cruelle qu'elle jette dans la rue des peuples dont elle menace jusqu'aux écoles et aux hôpitaux. Elle aura beau faire et métré, la Grèce, Chypre, l'Espagne et le Portugal ne rembourseront jamais leurs dettes, tout simplement parce que la facture est politiquement impayable en démocratie. Et quelques autres États sont sur le seuil de la même détresse. Comprenant enfin d'où vient le mal, les citoyens s'insurgent et répudient les gouvernements qui les soumettent à pareille cure. Ceux d'Italie viennent de monter à quelles extrémités peut porter le désespoir.

Et la Belgique ?

La Belgique n'en est pas encore là, mais elle est assaillie par les remous des autres et il y a trop d'artifices d'écritures et de prévisions hasardeuses dans ses comptes pour nous préserver des tuiles qui déjà tombent du toit. Pour comble d'idiotie, la ratification du traité budgétaire européen rétrécit encore la marge de manœuvre, qui était déjà trop étroite, des pouvoirs publics. Elle nous livre entravés aux outrages de la Commission européenne, tout entière imprégnée de néo-libéralisme. La situation devient si inquiétante (surtout pour ceux qui en connaissent les coulisses) que des voix commencent à s'élever, dans le PS, pour réclamer le desserrement du garrot eurocratique.

Malheureusement, la sève révolutionnaire de la Wallonie semble tarie depuis l'évaporation des utopies marxistes. De nos jours, c'est l'identité nationale qui secrète le ferment révolutionnaire et, en même temps, la stratégie démocratique. M. Magette est sur la voie de le comprendre intégralement. **Mais la Wallonie n'est pas une nation**, et c'est la meilleure explication de la longue série de ses défaites dans ses épreuves de force avec la Flandre. **C'est dans son identité française qu'elle doit trouver recours et regain de vigueur**. Sans qu'il faille pour cela renier les particularités de ses terroirs, ni récuser les efforts parfois méritoires de son gouvernement pour la sortir de l'ornière. Encore faudrait-il que la France s'arrache elle-même à son effacement mortifère devant la supranationalité européenne. Patience, elle y vient ; ses grondements populaires en apporment le présage. Et, après tout, le prochain référendum britannique sur la question pourrait lui donner un exemple salutaire.

En attendant, la flamandisation du pouvoir belge, déjà très patente, se prolonge dans les reconstitutions, brique par brique, de la Grande-Néerlande de 1815. La France est la quatrième puissance militaire du globe, mais c'est avec l'armée des Pays-Bas que se multiplient les collaborations. Avec les Pays-Bas aussi qu'un ministre wallon des Affaires étrangères amorce le rassemblement des locaux diplomatiques – où les Flamands trustent déjà la majorité des meilleurs postes. Inutile de dire que tout cela n'est pas sans conséquences économiques et commerciales et que les attachés économiques créés par le même M. Reynnders ne font qu'aggraver nos affaires.

Les grands problèmes sont devant nous, dans le vieux frigo de Paul Vanden Boeynants, où le gouvernement Di Rupo les a remis comme il a pu, après avoir sacrifié les francophones de la périphérie bruxelloise. C'est, de son point de vue, son succès technique le plus

évident, mais il est improbable qu'ils y congèlent jusqu'aux élections de 2014, d'autant plus que la sixième réforme de l'État prend du retard, au grand dam de la Flandre. Fédéralisme élargi, confédéralisme, indépendance ? En bons Latins et Français, trempés dans une vieille culture juridique, les Wallons distinguent soigneusement ces concepts. Pas les Flamands, qui ont de l'avenir une vision évolutive, et non statique. Demeure cette réalité de granite : il faudra céder encore à leurs impatiences, et il importera assez peu que nos interlocuteurs soient la N-VA, le CD&V, le VLD ou le SPA. Les uns sont plus ou moins néo-libéraux et les autres plus ou moins séparatistes, mais la résultante des forces fera que nous avancerons dans la direction voulue par le nord.

**Pour la Wallonie, et encore plus pour Bruxelles** (où l'anglicisation fraie la voie à la flamandisation), **il n'y a de vrai salut que dans la fin du royaume**. Elles seront plus fortes en s'unissant institutionnellement, mais, si un funeste aveuglement les conduisait à diverger provisoirement, il faudrait que l'une d'elles donne l'exemple du sursaut décisif. Pour nous, dont l'horizon est français, la fédération wallo-bruxelloise serait le meilleur instrument de la transition. À condition, évidemment, qu'elle ne s'encombre pas de ménagements pour le passé belge.

Jacques Rogissart

Supplément à  
"4 millions 7"  
Mai 2013

Éditeur responsable :  
Jean-Paul ROOS  
rue Middelbourg 65,  
1170 Bruxelles

Comité de rédaction :  
Cédric Chopin, François Detif,  
Paul Durieux, Jean-François Goosse,  
Jacques Lenain, Jean-Paul Roos

Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs. Ceux-ci sont laissés libres d'appliquer ou pas les rectifications orthographiques

approuvées par l'Académie française et publiées au Journal officiel de la République française en 1990.

Errata

Une coquille m'a fait écrire dans mon article précédent (*La nature des poisons*) que la Wallonie est plus dépendante que la Flandre de son « marché extérieur ». C'est « marché intérieur » qu'il fallait lire. Enfin, au lieu de « Tout au basic American, ce sera plus simple pour parvenir en décembre », priez de lire « pour parvenir au but recherché »



# Débat : l'État Wallonie-Bruxelles, étape nécessaire ou dernier songe belgeicain ?

L'article de Jean-Paul Roos paru dans le numéro de *France-Wallonie-Bruxelles* du mois de mars 2013 a suscité la controverse, en ce qu'il savait, toutefois avec réserves, la proposition d'Olivier Malingain de constituer un 'État Wallonie-Bruxelles'.

Il nous est apparu utile – et même indispensable – d'en débattre dans notre revue. François Detif et Jean-François Goosse, d'une part, Jacques Lenain, d'autre part, ont accepté de se livrer à cet exercice particulier : exposer les mérites et inconvénients de la proposition d'Olivier Malingain, les perspectives qu'un État Wallonie-Bruxelles offre à la cause réunioniste, sa nécessité dans la défense des intérêts wallons et bruxellois

Le comité de rédaction

## L'État Wallonie-Bruxelles, une étape nécessaire

L'État Wallonie-Bruxelles, tel que le conçoit Olivier Malingain, diffère de manière essentielle de la Fédération Wallonie-Bruxelles que propose Rudy Demotte et Charles Piqué :

1. L'État Wallonie-Bruxelles a une base territoriale exclusive (celle des Régions Wallonie et Bruxelles) ; la Fédération Wallonie-Bruxelles n'écarter pas, voire appelle à des fins 'd'équilibre', la constitution d'une 'Fédération Flandre-Bruxelles'.

2. L'État Wallonie-Bruxelles s'inscrit donc dans l'hypothèse d'une après-Belgique, tandis que la Fédération Wallonie-Bruxelles pose Bruxelles comme 'point de cohésion' d'une 'Belgique toujours grande et belle'.

3. L'État Wallonie-Bruxelles dé-passe avec élégance l'opposition entre Communauté et Région. S'il advient, il fédérera les régions Wallonie et Bruxelles ; elles en seront donc à l'origine et le primeront. Au contraire, la préendue 'Fédération Wallonie-Bruxelles', soit la Communauté française de Belgique, n'a rien d'une 'fédération' : c'est une collectivité publique parallèle aux Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale, dénoncée, selon que l'on est régionaliste wallon ou bruxellois, comme un instrument bruxellois de domination sur la Wallonie ou comme un instrument wallon de domination sur Bruxelles. Bref, outre qu'elle détourne l'attention des Wallons et des Bruxellois de la Belgique en tant qu'instrument flaman de domination, la Communauté française de Belgique, parée ou non de la fausse appellation de 'Fédération', divise davantage les

Wallons et les Bruxellois qu'elle ne les unit. En revanche, l'État Wallonie-Bruxelles a vocation à les rassembler pour faire face aux défis communs : se libérer d'une Belgique en voie de dislocation ou d'évaporation et associer leur destinée à celle de la nation française – *notre* nation.

Autonomistes wallons et bruxellois sont des alliés objectifs dans la détestation de la Communauté française de Belgique, il est vrai bancale en raison de la contrainte belge. Du reste, ils le savent bien et œuvrent de concert à sa suppression. Qu'ils vouent à de semblables gémonies l'État Wallonie-Bruxelles, nonobstant ses différences objectives essentielles avec la préendue 'Fédération Wallonie-Bruxelles', indique que c'est bien contre toute alliance entre Wallons et Bruxellois qu'ils se dressent. Ont-ils conscience que, ce faisant, ils jouent le jeu des indépendantistes flamands, ravis que Bruxelles, aveuglé par sa lubie de 'district européen séparé de la Wallonie', leur soit ainsi abandonné ? Est-ce aux réunionistes wallons et bruxellois d'abonder à leur tour en ce sens, ou, au contraire, de dénoncer cette erreur funeste ?

L'État Wallonie-Bruxelles prépare la fin de la Belgique – une fin heureuse pour les Wallons et les Bruxellois –, autant qu'il la hâte, dans la mesure où il constitue un *casus belli*, ou plutôt une cause de séparation pour la Flandre. Mais ne nous méprenons pas sur les termes : cet État ne serait que le réceptacle des compétences de l'État fédéral belge défunct. De constitution rapide en ce qu'il répondrait à une urgence, il ne durerait que le temps des négocia-

alors que la Belgique est en voie de dislocation, ou, au contraire, ses vices rédhibitoires et ses séductions capiteuses, propres à détourner Wallons et Bruxellois de la solution française et à les mener dans une impasse.

Au-delà de l'accord sur l'objectif – la réunion de la Wallonie et de Bruxelles à la France –, l'on entre dans la politique-fiction. Il y a donc intérêt – mieux : nécessité – à imaginer et confronter divers scénarios et à évaluer dans quelle mesure ils sont souhaitables mais aussi *possibles*. Le débat est donc ouvert. Puisse-t-il enrichir d'arguments nouveaux les réflexions de nos lecteurs. Puisse-t-ils en saisir, car c'est de notre destin à tous qu'il en va.

tions d'association avec la France. Celles-ci aboutiraient, *grosso modo*, en un nouveau transfert desdites compétences, cette fois-ci à l'État français, sans que cela n'empêche une intégration ultérieure plus poussée de la Wallonie et de Bruxelles à la France, sinon leur assimilation pure et simple. Bref, cet 'État' serait plus une 'fédération provisoire' ou une 'association publique momentanée' qu'un véritable État adossé à une nation, gravé dans le marbre d'une Constitution et appelé en conséquence à durer. (On conviendra qu'Olivier Malingain ne peut guère s'exprimer ainsi, sauf à s'exposer aux quolibets belgeicains, y compris au sein même des FDF.)

S'il apparaîtrait souhaitable à plus d'un titre, l'État Wallonie-Bruxelles est aussi et surtout nécessaire. Car qui pourrait négocier la réunion et comment ? Certes pas les partis politiques : un État – en l'occurrence, la France – ne négocie pas avec des partis mais avec un autre État – l'État Wallonie-Bruxelles –, même si celui-ci est en formation ou s'il ne s'agit que d'une collectivité publique provisoire. Un gouvernement n'aurait pas pour mission de rédiger une nouvelle Constitution comme en 1830, mais d'approuver en détail les instruments juridiques soumis en gros au peuple par référendum. Les Wallons et les Bruxellois ne seraient donc pas l'objet mais le sujet de leur histoire ; leur réunion à la nation française serait digne du XXI<sup>e</sup> siècle, et non la conséquence d'un traité d'Ancien Régime.

Mais quel serait ce parlement ? Pas ceux de la Région wallonne, de la Région de Bruxelles-Capitale ou de la Communauté française de Belgique, dont aucun ne représente tous les Wallons et tous les Bruxellois ; le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale serait, en outre, paralysé par le veto de ses élus flamands. En conséquence, un parlement élu représentant sans distinction les Wallons et les Bruxellois est indispensable. Il ne se substituerait pas aux parlements fédérés wallon et bruxellois, qui continueraient à exercer leurs compétences propres, mais succéderait au parlement fédéral belge. Enfin, il y a lieu de tenir compte du principe de droit international, qui reconnaît aux limites administratives internes le caractère de frontières d'État en cas de sécession. Au contraire de la Communauté française de Belgique, l'État Wallonie-Bruxelles serait pourvu d'un territoire, résultant de l'addition de ceux de ses composantes wallonne et bruxelloise ; c'est pour leur réunion simultanée à la France qu'il serait, du reste, institué. Il est possible et souhaitable que cet État provisoire entame les négociations d'association en parallèle à celles portant sur la liquidation de la Belgique : il est aussi possible qu'il doive, au prix de grandes tribulations, éprouver sa non-viability avant de rejoindre la France, mais il appartiendra aux réunionistes wallons et bruxellois de se montrer assez convaincants pour éviter ce purgatoire inutile.

François Detif (avec Jean-François Goosse)

# L'État Wallonie-Bruxelles, le dernier songe belgicain

Les Franco-Belges peinent à sortir de l'illusion qu'un avenir commun durable avec la Flandre, même dans un État réduit à sa forme 'confédérale', resterait encore possible. Quand ils y parviennent, de plus en plus couramment grâce à l'agressivité flamande, ils succombent aussitôt, sauf exception, à une autre illusion, celle d'une Belgique continuée sans la Flandre. Un Royaume plus petit, mais plus homogène, plus cohérent, et tout aussi 'belge'. Ce serait l'État Wallonie-Bruxelles souverain, dont les fondations pourraient être posées par anticipation à l'intérieur même du Royaume belge franco-flamand avant qu'il ne disparaisse, tout comme la Flandre y fonde son État national, jour après jour, en utilisant pour ce faire sa maîtrise de l'État central belge. Mais une autre illusion alternative est aussi, pour un nombre substantiel de Franco-Bruellois (comme l'indique un récent sondage), un État bruellois souverain, débarrassé à la fois du 'fardeau flamand' et du 'fardeau wallon', une sorte de 'Principauté' de type 'luxembourgeois' ou monégasque', aussi tranquille, prospère et protégée; la Wallonie, quant à elle, créant aussi son propre État, ou bien rejoignant, seule, la France. Tentons, en quelques lignes, de récapituler les arguments pertinents pour dissiper ce songe sur l'État Wallonie-Bruxelles, et sur l'État bruellois, pour que puisse se dévoiler la seule et véritable solution, pour Bruxelles, ensemble avec la Wallonie.

## 1. La Fédération ou l'État fédéré Wallonie-Bruxelles, une première impossible

Des années après sa fausse naissance, la 'Fédération Wallonie-Bruxelles' n'est toujours que la nouvelle dénomination, purement médiatique car sans traduction juridique, de la Communauté française de Belgique<sup>1</sup>. Pourtant, une proposition toute récente d'Olivier Maingain est de la 'renforcer' en la transformant en 'État fédéré'. Mais comment renforcer une entité qui n'existe pas, même pas sous la forme d'une simple définition? Et dont la Flandre n'autoriserait jamais la création dans le cadre de la Belgique franco-flamande, puisqu'elle

la priverait de son contrôle politique sur Bruxelles. Car si la Flandre s'impose encore le carcan belge, c'est essentiellement pour conserver ce contrôle, qui complète le contrôle physique permis par l'enclavement complet du territoire bruellois en territoire flamand, en empêchant arriver à convertir un jour ce double contrôle en annexion. Les politiciens franco-belges, tous, savent donc bien que leur 'proposition' d'une structure para-étatique Wallonie-Bruxelles au sein de l'État belge franco-flamand est absolument irréalisable, par simple refus flamand. Ils la défendent cependant par simple posture tactique, attentiste, mensongère, ils 'parlent' à leur cheptel électoral belgicain, lui disent ce qu'il peut et veut entendre, et ils ne peuvent guère faire autrement, sauf à risquer une mort politique prématurée.

## 2. L'État fédéral Wallonie-Bruxelles, une seconde impossibilité

Une fois la Belgique franco-flamande disloquée, la création d'un État souverain Wallonie-Bruxelles, qui n'aurait donc pu être 'préparée', est une question qui s'impose. Y répondre avec honnêteté, courage et lucidité consiste à s'interroger sur sa faisabilité, sa viabilité. Or, sur les plans politique (impossible partage fédéral des pouvoirs politiques entre ses deux membres si dissemblables), financier (impossible répartition des sacrifices entre ses deux membres si différents et si inégaux) et territorial (impossible continuité entre ses deux parties, et échanges entre elles placés du coup sous le contrôle exclusif d'une Flandre hostile et maîtresse du 'détroit' qui les sépare), la possibilité d'un tel État bicephale serait proche de zéro<sup>2</sup>. Pour prétendre le contraire, il faut contre-argumenter... Or, à ce jour, les élites et milieux décisionnels franco-belges n'ont jamais produit le moindre argumentaire étayé sur le concept d'État Wallonie-Bruxelles (ainsi, rien n'est sorti du monde universitaire franco-belge, qui se tait, tétanisé). Pour les politiciens franco-belges, contrainte d'occuper le terrain, nul besoin d'y croire,

ni même d'en parler pour le moment; il suffit que leur électorat, lui, veuille bien le croire ou fasse semblant. Pour se rassurer un peu, les faux 'croyants' disent que «cet État commun sera libre de développer et d'approfondir ses liens avec la France» (manifeste bruellois de mars 2008), formule qui n'a aucun sens concret...; c'est ce que fait l'État belge avec la France depuis 1830! Ce fantasme d'un État Wallonie-Bruxelles (ou d'un État wallon) qui pourrait être 'adossé' à la France pour ne pas succomber est hélas récurrent<sup>3</sup>.

## 3. L'État bruellois, un rêve sans suite ou un suicide presque parfait

L'idée d'un avenir proprement bruellois, bien que sans adhésion explicite des milieux dirigeants, habite les esprits. Mais il faut, là aussi, que ses partisans osent affronter la réalité, qu'ils s'activent donc à montrer la viabilité d'un État bruellois souverain. Or, ils ne s'y risquent pas car ils n'en sont pas capables. En effet, la subordination totale de Bruxelles à la Flandre, du fait que son territoire, minuscule, est enclavé dans le sien, rend cette démonstration impossible<sup>4</sup>. Toute tentative de concrétisation de ce projet irréaliste serait donc suicidaire: le futur État flamand, à l'activismes incessant et multiforme, prolongé dans Bruxelles même par la minorité flamande, minerait la souveraineté de Bruxelles jusqu'à son abolition. Bruxelles ne pourra exister et persister comme elle est, demain, avec son caractère 'francophone', après la disparition de l'État belge franco-flamand, que si elle est protégée de la Flandre par une puissance tierce, bien plus puissante que celle-ci. Ce ne pourra pas être la Wallonie. Ce ne pourra pas être l'Union européenne, qui n'aprouve aucune tendresse pour la francité. Ce ne peut être que la France, si elle en a l'envie et le devoir. Double condition qui suppose pour les Bruellois d'accepter de faire de Bruxelles un territoire français et d'eux-mêmes des citoyens français, comme il en serait pour la Wallonie et les Wallons.

## 4. La ligne réunionniste pour Bruxelles, stratégie et tactique

C'est une tâche majeure des réunionnistes de dire tout ce qui précède. Et, pour un moment encore, eux seuls peuvent le faire. Devant la 'francophobie' supposée insurmontable des Franco-Bruellois et face au risque que Bruxelles soit, après la dislocation du Royaume franco-flamand, phagocyté par la Flandre, soit directement (annexion des 19 communes bruelloises, dont les habitants francophones seraient 'contentés' par quelque 'statut spécial personnel'), soit indirectement (garrotage physique du territoire et colonisation politique interne d'une fausse entité souveraine bruelloise), certains ont, cependant, la tentation de défendre 'à tout prix' le maintien du lien Bruxelles-Wallonie, en se ralliant au concept fumeux d'État Wallonie-Bruxelles, 'fédéré' d'abord, 'souverain' ensuite, par conviction («cette étape, espérée comme éphémère, est inévitable») ou par tactique («cet État mort-né servira fugitivement d'instance de négociation avec la France»). Certes, ces réunionnistes ont toute raison de penser que l'arrimage de Bruxelles à la France passe par le maintien du cadre wallo-bruellois. Pour autant, l'évidence que le chemin du salut de Bruxelles vers la France passe par la Wallonie ne justifie en rien ce ralliement opportuniste au concept d'État Wallonie-Bruxelles. Car ce n'est pas un 'État' qui négocie, ce sont des forces politiques, des hommes. Ce cadre wallo-bruellois, à défendre, repose sur l'existence de forces sociales et politiques communes aux deux entités. Ainsi, la légitimité politique pour négocier et décider au nom du couple wallo-bruellois réside pleinement dans le concert des cinq grands partis politiques franco-belges, tous communs à la Wallonie et à Bruxelles, et chez les parlementaires wallons et bruellois des deux Parlements régionaux et du Parlement commun de la Communauté française, lequel représente au moins 95 % de la population wallonne et 80 % de la population bruelloise. Il est donc inutile de s'inventer un État, irréa-

<sup>1</sup> Voir ma note sur « la Fédération Wallonie-Bruxelles, ce non être » ([www.belgique-francaise.fr](http://www.belgique-francaise.fr)).

<sup>2</sup> Voir la note précitée, ainsi que ma note récente, « Bruxelles, ville internationale? », point IV, qui donne les sept raisons fondamentales qui rendent la survie d'un tel État bicephale 'francophone' impossible.

<sup>3</sup> Voir ma note sur « les trois conceptions d'une union avec la France », contribution à la Journée d'étude sur l'après Belgique d'avril 2011.

<sup>4</sup> Voir « Bruxelles, ville internationale? », point V.



lissable ou mort-né ou éphémère, pour négocier un statut français d'intégration de la Wallonie et de Bruxelles. Nul besoin d'une telle entité juridique qui, si elle parvenait à naître, le ferait dans des conditions catastrophiques (politiques, institutionnelles, financières, territoriales, sociales...), du fait de ses tares constitutives, et dont il faudrait très vite organiser la disparition, dans des conditions encore plus catastrophiques. Nulle nécessité d'un tel travail: nouvelle constitution, nouveau parlement, nouvelles élections, nouveau budget, nouveau partage des pouvoirs et du fardéau financier entre Bruxelles et la Wallonie, etc., toutes choses quasi-infaisables du reste. En tout cas, ce n'est pas aux réunionistes de faire semblant d'y croire; moult politiciens, bruxellois comme wallons, s'en chargeront, par conviction forcée ou dans l'objectif d'exister pendant cette phase chaotique.

De plus et surtout, invoquer le besoin d'un tel État Wallonie-Bruxelles constituerait moins une ambition dressée contre la Flandre qu'une posture affirmée contre la France. Dès lors, comment des réunionistes pourraient-ils être enten-

## Karel De Gucht et Charles de Gaulle<sup>1</sup>

Dans le contexte actuel, les politiques d'austerité sont contre-productives. Ainsi parle un libéral flamand, Paul De Grauwe, qui a passé douze ans dans les alèbes du Parlement belge et patronne aujourd'hui le European Institute de la London School of Economics and Political Science. Ce qui l'agace, c'est l'irrationalité des acteurs politiques. Il devrait pourtant savoir que la politique n'est pas une science, mais un art consommé du rapport de forces où la mauvaise foi le dispute à l'aveuglement idéologique. Pas question de relâcher l'effort budgétaire, lui répondent donc en chœur Gwendolyn Rutten (Open VLD) et Pieter De Crem (CD&V). Et si Elio Di Rupo se plaint de la façon dont l'Union européenne gère la crise, il se fait rappeler à l'ordre par Karel De Gucht, commissaire européen au Commerce (Open VLD).

Mais la Commission n'a que le pouvoir et l'orientation que les chefs de gouvernement consentent à lui donner. Il est donc trop facile de se soustraire à ses responsabilités en accusant 'Bruxelles'. Ce qui est inquiétant, néanmoins, c'est que l'Union européenne apparaît de plus en plus comme un monstre froid chargé de faire respecter l'orthodoxie libre-échangiste, au prix d'une impopularité croissante.

Ainsi, Karel De Gucht prépare un accord de libre-échange avec les États-Unis, qui devrait s'étendre par la suite

dus en parlant de la France comme avenir tout en soutenant ce projet d'État souverain, perspective contraire à toute perspective réunioniste? En effet, si la création de ce Royaume belge maintenu, plus 'belge' que jamais, était perdue comme possible, pourquoi attendre de ses 'inventeurs' qu'ils en viennent à le saborder pour le dissoudre dans la France? Pourquoi la population, les élites et les dirigeants wallons et bruxellois, belgicains, s'ils pensaient pouvoir faire vivre une Belgique sans la Flandre, avec son Roi, sa fiscalité, sa protection sociale, son rang dans l'Union européenne et à l'ONU, etc., envisageraient-ils de l'intégrer à l'ensemble français, alors qu'ils en refusent la perspective malgré les avanies continues venant de Flandre? Pourquoi accepteraient-ils de passer, presque aussitôt, d'une dépendance à la Flandre, dont ils seraient parvenus à se libérer, à une dépendance à la France, bien que, de toute évidence, et contre tout bon sens, ils préféreraient la première dépendance à la seconde? Et si la création de cet État Wallonie-Bruxelles était tentée, son échec, après une phase cruelle de tentatives confuses, conduirait à la dé-

gradation du lien entre Bruxelles et la Wallonie; le temps consacré à cette expérience ratée et ce ratage lui-même seraient alors mis à profit par les milieux 'indépendantistes' bruxellois et leurs soutiens étrangers, dont la Flandre, pour tenter de faire prévaloir leur 'Principauté' bruxelloise rêvée et mortifère.

Fort heureusement, il n'y aura pas d'État franco-belge, ni durable ni éphémère, pas de phase intermédiaire, sauf celle de liquidation de l'État belge franco-flamand, ce qui n'a rien à voir (phase de brève 'survie' qui se situera entre la 'condamnation' politique de cet État et son 'exécution' juridique). En tout cas, un réunioniste ne doit pas le souhaïter. Après l'acte de décès de l'État franco-flamand, et immédiatement, il n'y aura qu'un seul État souverain qui pourra maintenir ensemble la Wallonie et Bruxelles avec succès: l'État français. Ce sera donc le choix redoutable des Bruxellois que de l'accepter ou de le refuser, après que les Wallons auront ouvert la voie. En attendant, chaque réunioniste bruxellois, aussi solitaire qu'il est, doit faire montre de lucidité et de courage, pour chaque millier de Bruxel-

lors qui en manque. Pendant tout le temps nécessaire. Puis, quand le chaos final sera là, vraiment là, la 'solution française' s'imposera d'autant mieux qu'elle aura été bien définie et bien défendue, sans discontinuité. Car le travail du réunioniste est aussi de la rendre acceptable. À cette fin, cette solution doit être la conservatrice d'un certain héritage belge, d'un certain vouloir-vivre belge, bruxellois et wallon. Il appartient donc au réunioniste de définir et de défendre un cadre d'intégration à la France de la 'Belgique française' qui soit spécifique et négociable, un statut spécial de grande autonomie, en particulier pour Bruxelles<sup>5</sup>. Au final, informés, les Bruxellois devront choisir entre une dépendance sévère à la Flandre, sans la Wallonie, et une forme de dépendance douce à la France, avec la Wallonie. La première serait mortelle pour le caractère français et l'autogestion de Bruxelles. La seconde serait durablement compatible avec la caractériste propre de Bruxelles, comme avec celui de la Wallonie.

Jacques Lemaïn

<sup>5</sup> Voir la note sur « Les trois conceptions d'une union avec la France », déjà citée .

Quand la situation économique et sociale se dégrade et que l'autorité s'enferme dans une tour d'ivoire, comment échapper au soupçon, qualifié de 'populiste', que la 'classe dirigeante' gouverne en fonction de ses intérêts et non de ceux du 'peuple'? Le risque est d'autant plus grand, concernant l'UE, que le citoyen européen peut sembler écrasé par un pouvoir supranational qui lui échappe.

Sans réelle légitimité démocratique, la Commission a néanmoins déclaré 2013 'Année européenne de la citoyenneté'. On peut espérer que la crise actuelle conduite à une prise de conscience collective de la nécessité, pour les citoyens, d'intégrer la dimension européenne et d'investir le champ politique à ce niveau. Ce n'est que par le débat et leur participation que la démocratie européenne peut vivre et que l'UE respectera ses valeurs fondamentales et ses promesses.

Il est notoire que Charles de Gaulle avait, sur l'Europe, un point de vue différent de celui de Karel De Gucht. Certes, à la façon des chefs d'État d'aujourd'hui, il privilégiait les intérêts de son pays et, en dépit du traité de l'Élysée qui a renforcé les liens entre l'Allemagne et la France en 1963, il ne peut être tenu pour un grand champion de la cause européenne. Preuve en est, d'ira-t-on, qu'il ne voulait pas du Royaume-Uni dans le Marché commun.

Georges Régibeau

<sup>1</sup> Article extrait du site en ligne de l' Alliance Wallonie-France